

Risque de conflit

Le feu nucléaire nord-coréen inquiète. A tort ou à raison

Cinq experts à Genève, Paris et Washington évaluent la menace militaire du régime et sondent ses intentions suite au test d’une bombe H dimanche

Olivier Bot et Jean-Cosme Delaloye

Au lendemain d’un nouvel essai nucléaire en Corée du Nord, l’onde de choc s’est propagée lundi aux principales places boursières, au Conseil de sécurité de l’ONU et dans la plupart des capitales. La remontée des valeurs refuges (or et franc) face au dollar traduisait la nervosité, sinon la poussée de fièvre, d’un monde anxieux face aux risques de conflit. La proposition de médiation de la Suisse (*lire ci-dessous*), la condamnation quasi unanime de ce test d’une bombe H de forte puissance et l’appel à une solution pacifique des BRICS - Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud - se veulent rassurants. Les tweets vengeurs du président américain Donald Trump (*lire notre édition d’hier*), l’escalade provocatrice de Pyongyang ou la perspective d’un nouveau tir de missile balistique nord-coréen, dénoncé lundi par Séoul, ont entretenu la tension. Mais cette menace existe-t-elle vraiment? Des experts en stratégie et des spécialistes de la péninsule coréenne à Genève, Paris ou Washington, interrogés par la *Tribune de Genève* et 24 heures, n’ont pas tous la même appréciation à ce sujet.

«Le secret le mieux gardé du monde»

Mais d’abord, ce régime militaire, dictatorial, secret, relié au seul cordon nourricier de la Chine, a-t-il les moyens de brandir la menace nucléaire pour s’assurer de sa survie? A l’Institut international de recherches pour la paix (GIPRI) à Genève, Gabriel Galice, président du conseil de fondation, estime que «les Nord-Coréens n’ont pas encore la capacité technique leur permettant de maîtriser l’ensemble des moyens nécessaires au tir d’un missile intercontinental doté d’une tête nucléaire de forte puissance. On leur a visiblement fourni des éléments clés en main. Ils ne peuvent pas encore tout fabriquer.» Citant l’expert militaire français Pierre Servent, Gabriel Galice évoque l’existence d’un réseau de businessmen coréens en Chine qui aurait pu faire acheminer les éléments d’une fusée intercontinentale par camion.

François Heisbourg, président du Geneva Centre for Security Policy (GCSP), souligne, lui, que la Corée du Nord a suivi «pas à pas le cheminement naturel d’un pays qui veut accéder à la puissance nucléaire». Et ce «depuis le transfert de la technologie d’enrichissement de l’uranium par centrifugeuses, opéré par Abdul Qadeer Khan, père de la bombe pakistanaise et trafiquant de matériel nucléaire». Pour le chercheur, «le seul autre surprenant bond technologique s’est produit entre 2015 et 2017 et concerne la propulsion de portée intercontinentale. A l’International Institute for Strategic Studies, que je dirige à Londres, on considère que les éléments clés du moteur de cette fusée sont le fruit d’un trafic, en provenance d’une entreprise russo-ukrainienne.»

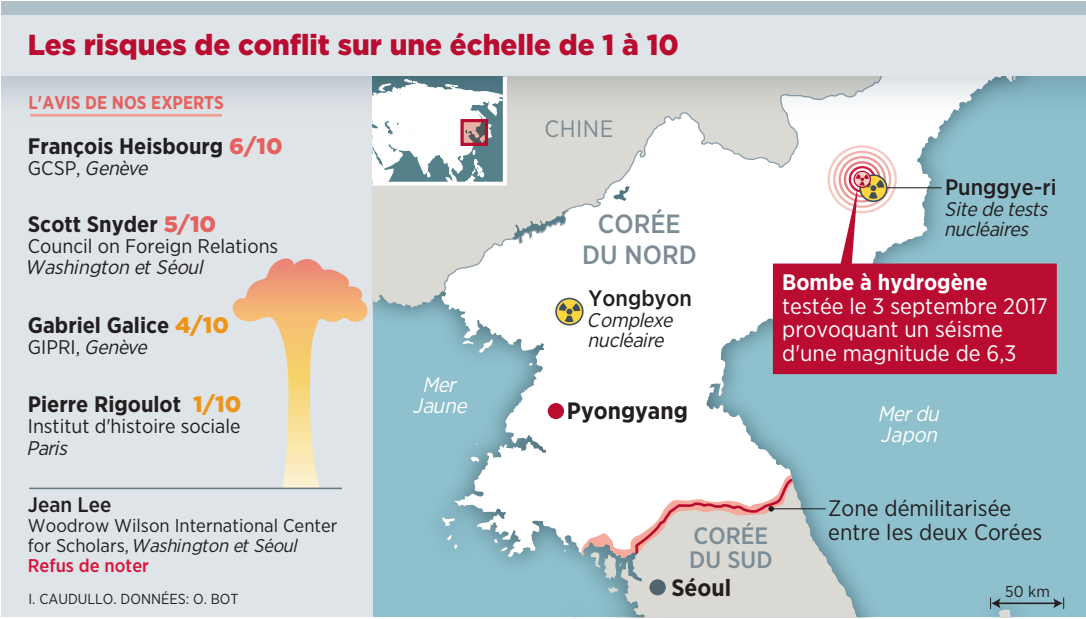
A Paris, Pierre Rigoulot, spécialiste de la Corée du Nord, est dubitatif quant aux évaluations de l’arsenal nucléaire nord-coréen. «Les Services de renseignement américains avancent le chiffre de trente bombes et pensent que ce chiffre doublera d’ici à 2020. Mais dans un pays aussi fermé que la Corée du Nord, ce secret est le mieux gardé du monde. Malgré les déclarations du ministre de la Défense sud-coréen, on ne sait pas réellement si les Nord-Coréens sont capables de miniaturiser une charge nucléaire.»

«La tentation d’utiliser l’arme nucléaire»

Sur les intentions de Kim Jong-un et de l’état-major qui l’entoure, Gabriel Galice (GIPRI) s’exclame: «Ils ne sont pas suicidaires! La guerre de Corée a fait trois millions de morts dans les années 50. Et depuis, il y a un armistice mais pas de paix signée. Ce que veut le régime, ce sont des garanties, en revenant à l’accord-cadre de 1994. Les Américains semblent obsédés par le nucléaire en Corée du Nord comme en Iran. Mais comme l’a écrit le journaliste du Monde Philippe Pons, auteur du livre *Un Etat-guérilla en mutation*, Pyongyang a pris un virage à la chinoise, avec une oligarchie qui se partage les fruits du business et un pays avec des poches de pauvreté comme en Chine.» François Heisbourg (GSPC) est moins optimiste. «L’histoire tend à montrer que chaque pays acquérant l’arme nucléaire a la tentation de l’utiliser.» Et le chercheur de citer les alertes que furent la crise des missiles de Cuba, la guerre de Corée, le conflit de Kargil en 1999 entre le Pakistan et l’Inde et ce que l’on a appris du déploiement israélien durant la guerre du Kippour en



Le leader Kim Jong-un
L’escalade provocatrice de Pyongyang ou la perspective d’un nouveau tir de missile balistique nord-coréen entretiennent la tension. REUTERS



Les risques de conflit sur une échelle de 1 à 10

L'AVIS DE NOS EXPERTS

François Heisbourg 6/10
GCSP, Genève

Scott Snyder 5/10
Council on Foreign Relations
Washington et Séoul

Gabriel Galice 4/10
GIPRI, Genève

Pierre Rigoulot 1/10
Institut d'histoire sociale
Paris

Jean Lee
Woodrow Wilson International Center
for Scholars, Washington et Séoul
Refus de noter

I. CAUDULLO. DONNÉES: O. BOT

Leuthard propose une médiation suisse

● La Suisse jouera-t-elle le rôle de médiatrice pour résoudre la crise nord-coréenne? Ce lundi à Berne, la présidente Doris Leuthard a proposé les services de la Confédération pour tenter de renouer le dialogue, par exemple en accueillant des discussions entre ministres des Affaires étrangères. «Il est temps de s’asseoir autour d’une table», a affirmé la conseillère fédérale, rappelant que «les grandes puissances ont des responsabilités» et mettant en garde contre le risque de «surréaction». Doris Leuthard a

martelé que les sanctions «n’ont pas changé grand-chose». Les privations ont fait souffrir la population nord-coréenne mais n’ont pas convaincu Pyongyang d’abandonner son programme balistique. «Dans les prochaines semaines, je pense que beaucoup de choses vont dépendre de l’influence des Etats-Unis et de la Chine», a poursuivi la présidente. «La Suisse comme la Suède peuvent jouer un rôle en coulisses», estime-t-elle. «Car, bon, Twitter n’est pas vraiment l’instrument le plus adéquat...

Il faut que cela reste très discret.» Face à la presse étrangère, Doris Leuthard a rappelé que des soldats suisses sont encore et toujours déployés dans la zone démilitarisée à la frontière entre les deux Corées. Elle a aussi souligné la longue tradition de neutralité de notre pays. Pour mémoire, un accord-cadre avait été signé à Genève entre la Corée du Nord et les Etats-Unis en 1994 au terme de longues négociations sur le gel du programme nucléaire. Le deal a été rompu en 2003. **Andrés Allemand**

1973. «C’est une phase dangereuse. La Corée du Nord n’y échappera pas.» Il ajoute que «ce régime militarisé et autoritaire n’a pas hésité à recourir à la force. Y compris récemment. Il a coulé un navire sud-coréen il y a trois ans et bombardé une île habitée du Sud, il y a deux ans.»

L’Américaine Jean Lee, experte au Woodrow Wilson International Center for Scholars de Washington et Séoul, estime, elle, que «la menace de l’administration Trump de dénoncer l’accord de libre-échange entre les Etats-Unis et la Corée du Sud, en pleine crise sécuritaire, accroît encore l’instabilité dans la région. Ce n’est pas le moment de créer des tensions avec Séoul, poursuit-elle, car cela ne fait que renforcer la Corée du Nord, qui cherche constamment à créer des divisions entre ses adversaires.»

«La bêtise et le risque d’accident»

Pierre Rigoulot, auteur de *Corée du Nord, Etat voyou*, ne voit pas de conflit armé se dessiner dans un avenir proche. «Certes, le programme de dissuasion nucléaire nord-coréen s’oppose au refus occidental de la prolifération nucléaire», reconnaît-il, mais «les sanctions économiques sont de plus en plus sévères et la Chine a les moyens de calmer son neveu bruyant et dangereux, même si elle hésite». En conclusion, le Français rappelle qu’«une attaque américaine entraînerait une mesure de rétorsion du Nord sur Séoul, la capitale du Sud peuplée de 25 millions d’habitants, qui se trouve à 60 kilomètres seulement de la zone démilitarisée entre les deux pays, surveillée par des militaires suisses». Pour Gabriel Galice, «il n’y a pas grand-chose qui puisse déclencher un conflit, si ce n’est la bêtise et le risque d’accident, plus que la folie des dirigeants. La Chine veille et les diplomates planchent.»

Pour Scott Snyder, expert du Council on Foreign Relations à Washington et Séoul, «le test nord-coréen accentue la confrontation entre les Etats-Unis et la Corée du Nord et met au défi les Etats-Unis de déclencher une guerre ou d’accepter que la Corée du Nord soit une puissance nucléaire». Il souligne que «la Corée du Nord a émis des menaces suggérant une utilisation offensive de l’arme nucléaire qui met gravement en danger les risques de stabilité. Les risques d’une erreur de calcul ou d’une escalade accidentelle du conflit ont nettement augmenté», conclut-il.